

Rebonds

Livre. Prenant acte de la société libérale, Zaki Laïdi redéfinit le rôle de la gauche face à la mondialisation. Un ouvrage tonique.

Un manifeste du social-libéralisme

La Gauche à venir. Politique et mondialisation

par Zaki Laïdi, éditions de l'Aube. Intervention. 2001. 150 pages. 13,60 euros

La gauche française aura peut-être autant de mal à se reconnaître « sociale-libérale » qu'elle en a eu pour s'avouer « sociale-démocrate ». Lire le tonique ouvrage de Zaki Laïdi *La Gauche à venir*, c'est en effet mesurer le fossé qui existe entre le défi lancé par la mondialisation contemporaine et les moyens conceptuels de la gauche pour y répondre aujourd'hui. Chercheur au Ceri (Centre d'études et de recherches internationales), l'auteur explore depuis plusieurs années les mécanismes d'une mondialisation qui, à bien des égards, existe

moins comme un nouvel ordre économique que comme une « phénoménologie », c'est-à-dire la représentation d'événements en chaîne qui finissent par faire système en tant que tel : « la libéralisation des marchés financiers, Tchernobyl, la chute du mur de Berlin, la naissance de l'Internet et, plus récemment, la conférence de Seattle ».

Pour Zaki Laïdi, c'est dans ce cadre qu'il faut penser les conditions d'une action politique aujourd'hui et s'affranchir de cette « intimidation » idéologique que fait peser, sur la gauche modernisatrice, une gauche traditionnelle portée au repli national, à la crispation formaliste sur des principes, à la « sacralisation » de

l'Etat et à l'illusion plus ou moins diffuse d'un « autre monde » qui surgirait comme par enchantement d'un improbable écroulement du capitalisme. Il faut, selon Zaki Laïdi, « accepter pleinement » que l'on vive dans une société libérale, c'est-à-dire pas seulement une société définie par l'économie de marché et la démocratie mais aussi « une société qui garantit à chaque individu la capacité de s'épanouir dans la vie sociale ». Autrement dit, il existe une voie entre l'impuissance de la « gauche extrême » et la résignation d'une gauche gestionnaire, permettant de redonner sens et contenu à la démocratie représentative qui connaît, dans l'opinion, « une baisse de pouvoir d'achat ».

Zaki Laïdi, qui est aujourd'hui un des animateurs du club de réflexion « En temps réels » (1), assume non sans provocation le qualificatif de « social-libéral » qui passe pour un gros mot chez certains bien-pensants. Car pour lui, la gauche a un avenir, le dialogue avec la droite étant loin d'être épuisé même s'il n'est plus tout à fait le même qu'auparavant. Les rapports à la propriété, la famille, l'autorité, la différence qu'elle soit ethnique, religieuse ou sexuelle, ne sont plus des discriminations évidents. En revanche « l'égalité » reste la valeur propre dont la gauche doit se prévaloir, face à une droite qui se satisfait d'une vision « naturaliste » des inégalités entre individus ou entre collectivités. C'est ce combat égalitariste, associé à une exigence permanente de démocratie, notamment au sein des instances de la mondialisation, que la gauche doit mener à condition de ne pas s'en tenir aux revenus, mais de prendre en compte « les nouvelles inégalités » : générationnelles, culturelles, statutaires...

Reste que dans la configuration de sociétés ouvertes, où l'espace est déconnecté d'un temps qui, mondialisation oblige, est condamné à la rapidité quand ce n'est pas l'instantanéité des échanges, il devient plus difficile bien sûr de délimiter cette « clôture symbolique » qu'est la politique, c'est-à-dire la façon de définir « un monde commun » et d'« arbitrer » en conséquence. C'est qu'on se heurte aussi à la montée en puissance des « mondes vécus », à savoir l'interdépendance subjective des groupes rassemblés par une activité, une profession, et qui prétendent incarner une légitimité publique supérieure à la seule somme de leurs intérêts privés. On en trouve la trace dans les récents mouvements sociaux qui ont agité tout autant l'école, les professions de santé, la police, la gendarmerie... Zaki Laïdi croit que c'est une des missions de la gauche que de chercher toujours « le rapport au bien commun » en se gardant de l'illusion que la loi et le règlement peuvent tout et en se préservant de la prétention des marchés à « s'autoréguler » indépendamment de tout contrôle démocratique.

Cette gauche « décomplexée » qui s'appuie sur les « préférences collectives », ilots utiles de résistance à l'uniformisation du monde, qui s'inscrit dans la « société du risque » et ses interdépendances environnementales, qui sait maîtriser les « souverainetés partagées », qui intègre « une culture de responsabilité et de performance », notamment au sein de l'Etat, qui ne pense aucune réforme sans « l'implication des acteurs », Zaki Laïdi avait été de ceux, avec Daniel Cohn-Bendit, qui avaient tenté de la promouvoir au travers du Manifeste pour une troisième gauche. Les Verts ont récusé cette approche déplore Zaki Laïdi, qui souligne leur manque de « professionnalisme politique » associé à un « conformisme » navrant qui leur fait courir derrière le PCF en matière de revendications sociales et plus généralement se replier frileusement sur les « secteurs protégés » de la société.

C'est le point faible de la démonstration de Zaki Laïdi que d'être peu prolix sur le levier politique qui permettrait de mettre en œuvre les idées qu'il développe, mais son propos n'est-il pas d'abord celui d'un défricheur, quitte à ce que toute la terre retournée ne soit pas fertile ?

Selon Laïdi, il existe une voie entre l'impuissance de la « gauche extrême » et la résignation d'une gauche gestionnaire, permettant de redonner sens à la démocratie.

JEAN-MICHEL HELVIG

(1) Cette association a été créée il y a un an par d'anciens membres de la Fondation Saint-Simon, notamment Denis Olivennes, Bernard Spitz, Gilles de La Margerie, qui se réclament d'un « réformisme critique ».